

Fiche A : Contexte agricole et perspectives

1. Constat

Partout dans le monde, la libéralisation des marchés agricoles sous l'influence des institutions de *Bretton Woods* (FMI et Banque mondiale), des différents accords de libre échange et des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a conduit à l'accroissement de la faim dans le monde et à l'appauvrissement de millions d'agriculteurs du Sud.

Les pays du Sud ont reçu des nombreuses pressions pour mettre fin à leurs politiques de soutien à l'agriculture, de protection et de régulation des marchés agricoles. Par ailleurs, l'ouverture des marchés négociée a été réalisée dans des conditions très inégales : elle met en concurrence une agriculture intensive, concentrée et spécialisée du Nord et de certains pays agro-exportateurs du Sud (Brésil, Thaïlande, Vietnam...) à une agriculture familiale diversifiée et non aidée, alors même que les différences en termes d'équipements et de productivité sont colossales.

Le constat est aujourd'hui accablant : sur les 856 millions de personnes dans le monde qui souffrent de la faim, les $\frac{3}{4}$ sont des ruraux qui dépendent de l'agriculture pour vivre.

Les pays du Nord ne sont également pas épargnés : disparition de millions d'agriculteurs, précarisation du revenu des agriculteurs, répartition inégale des soutiens entre productions et régions, environnement dégradé...

Face aux perspectives de forte augmentation de la population mondiale à l'horizon 2050 et aux impacts du changement climatique et de la crise énergétique sur le secteur agricole, le monde devra produire plus d'aliments dans les années qui viennent.

Cette situation amène donc à réfléchir à la mise en place d'une nouvelle politique agricole adaptée aux enjeux d'aujourd'hui et aux besoins des populations.

Les effets de la hausse des prix agricoles

La hausse actuelle des prix des produits agricoles montre à quel point la libéralisation du commerce agricole peut être dangereuse. En effet, beaucoup de pays sont devenus très dépendants des importations pour nourrir leur population, sans maîtrise des prix et subissent aujourd'hui fortement cette augmentation.

En Indonésie, l'ouverture du marché aux importations a entraîné l'arrivée massive de soja américain à bas prix (le pays consomme beaucoup de « tofu » et « tempeh » à base de soja) ce qui a complètement anéanti la production locale. Aujourd'hui 60% des fèves de soja consommées sont importées.

En janvier, la hausse spectaculaire des prix du soja des Etats-Unis a causé une profonde crise nationale quand les prix du tofu et du tempeh ont doublé en quelques semaines dans le pays. Les populations les plus pauvres ont été les principales touchées dans la mesure où elles consacrent 60 à 80% de leurs revenus à l'alimentation.

Cet exemple montre à quel point il est essentiel de soutenir des politiques agricoles qui visent à favoriser les capacités productives locales.

2. Vers de nouvelles politiques agricoles

Pour que les agriculteurs soient en mesure de répondre à tous ces nouveaux enjeux, de nouvelles politiques agricoles sont à construire.

Ces politiques doivent être au service de la promotion d'une « *agriculture durable* » c'est-à-dire une agriculture diversifiée et de qualité, qui satisfait prioritairement les besoins des marchés locaux, créatrice d'emploi, respectueuse de l'environnement et répartie sur tous les territoires.

La notion de « durabilité » intègre plusieurs dimensions :

- *Une dimension économique* : c'est une agriculture productive et rémunératrice qui permet d'assurer la pérennité des structures de production ainsi que le maintien et la création d'emplois.
- *Une dimension environnementale* : cette agriculture assure la qualité des aliments, maintient la biodiversité domestique, régénère les sols et la qualité des eaux par son activité même et économise les ressources et l'énergie.
- *Une dimension sociale* : l'agriculture durable doit favoriser l'emploi, la préservation des territoires et cela dans un contexte de solidarité et de complémentarité avec les agriculteurs du monde entier.

Pour que cette agriculture durable puisse développer tout son potentiel, elle nécessite d'être soutenue par des politiques publiques qui :

- **Garantissent le droit à la souveraineté alimentaire au Nord comme au Sud.**

On entend par souveraineté alimentaire le droit des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers.

Ainsi, l'agriculture doit avoir comme objectif premier de nourrir la population dans les meilleures conditions possibles. Ce droit implique de respecter les choix des autres pays. Il va dans le sens de l'abandon d'une politique clairement agro-exportatrice et de dumping afin de ne pas compromettre la possibilité de pays tiers de répondre aux besoins de leurs propres populations.

- **Permettent aux agriculteurs d'être rémunérés par le prix de leurs produits pour les services directs et indirects qu'ils rendent.** Les agriculteurs doivent donc bénéficier de prix justes afin d'éviter l'abandon de certaines productions.
- Assurent la protection de l'environnement : eau, air, sol, biodiversité, énergie...